

Table des matières

1	Une vague indépendantiste dans l'après-guerre	2
1.1	Les prémices de l'indépendantisme après la Seconde Guerre mondiale	2
1.2	Les premières indépendances en Asie	2
1.3	Les mouvements d'indépendances en Afrique	3
2	L'ère post-coloniale : entre difficultés économiques, non-alignement et idéologies propres	4
2.1	Des difficultés économique et politique des pays du tiers-monde	4
2.2	Un tiers-monde qui s'affirme à l'international	5
2.3	Non alignement, divergences au sein du Tiers-Monde et idéologies continentales	6

I Une vague indépendantiste dans l'après-guerre

I.1 Les prémices de l'indépendantisme après la Seconde Guerre mondiale

La guerre a fait perdre à l'Europe sa crédibilité auprès des peuples coloniaux. Pour autant, à l'issue de la guerre, aucun des territoires coloniaux n'obtient l'indépendance, à l'exception de la Birmanie en août 1943, ainsi que l'Indonésie et l'Indochine. Si l'implication de l'Afrique noire dans la guerre conduit à transformer les sociétés de ces pays, la France exclut l'idée de gouvernement autonome dans les colonies au moment de la conférence de Brazzaville le 30 janvier 1944.

Après la guerre, l'URSS défend vigoureusement l'anticolonialisme. En 1947, Staline crée le Kominform par l'intermédiaire d'Andri Jdanov afin d'accroître la subversion dans les pays colonisés. Il existe aussi un anticolonialisme américain, qui s'incarne en accord avec la doctrine du président Wilson, et la signature de la charte de l'Atlantique d'août 1941 proclamant « le droit de chaque peuple de choisir la forme de gouvernement sous laquelle il doit vivre ». Néanmoins, la guerre froide tempère les vues anticolonialistes américaines et les Américains préfèrent le maintien des colonies sous la tutelle des Alliés européens plutôt que sous influence soviétique. Churchill freine l'indépendance de l'Inde, même si partir de 1944 le gouverneur Archibald Wavell parle de placer le gouvernement de l'Inde entre les mains des Indiens. Le projet divise entre les Indiens musulmans et non-musulmans.

En 1945, le courant anticolonialiste est inspiré principalement par l'idéologie marxiste, et ce, particulièrement en Asie; Hô Chi Minh au Vietnam, Amir Sjarifuddin en Indonésie ou Than Tun en Birmanie « vulgarise » les idées marxistes pour défendre l'autodétermination et l'égalité sociale. Ce sont également des pays où la société est très polarisée. La proclamation de la République populaire de Chine en 1949 a un effet d'entraînement sur les peuples colonisés du monde asiatique.

L'ONU devient, dès 1945, l'espace du débat colonial, où le « bloc colonial (France, Belgique, Pays-Bas, Royaume-Uni) s'oppose à un « bloc anticolonial » (pays latino-américain, arabes, asiatiques) qui ont l'appui de l'URSS. Si les Occidentaux déplorent la domination « de l'ONU par les pays les plus petits, les plus nouveaux, les moins développés » (George E. Kennan), l'ONU cherche à faire disparaître les systèmes coloniaux. La Déclaration universelle des Droits de l'homme (décembre 1948) va dans ce sens, et permet d'aider les pays à aller vers « la capacité de s'administrer eux-mêmes ou à l'indépendance ». À l'ONU, les pays du Tiers-Monde créent le groupe des 77 en 1964.

I.2 Les premières indépendances en Asie

En Inde, au cours des années 1920, malgré l'influence de Gandhi partisan de la désobéissance civile, les mouvements de rupture se multiplient. En 1928, Jawaharlal Nehru exige l'insertion dans le programme du Congrès l'exigence d'une indépendance immédiate. Il s'oppose à Jinnah Muhammad Ali, qui souhaite le maintien de la tutelle britannique qui garantie la

participation des musulmans à l'économie. En août 1942, la résolution « Quit India » exige le départ des Britanniques. Les vues sur l'indépendance entre le Parti du Congrès national indien dirigé par Nehru et la Ligue musulmane d'Ali Jinnah sont inconciliables. En mars 1947, le vice-roi des Indes, Lord Louis Mountbatten, parvient à faire accepter aux deux communautés son plan de partition. Par l'Independence Bill du 15 juillet 1947, deux États sont constitués : l'Union indienne et le Pakistan, qui reçoivent le statut de dominion. Le 18 juillet, l'indépendance de l'Inde est signée. Néanmoins, les tensions communautaires conduisent à une guerre entre l'Inde et le Pakistan dans la région du Cachemire, objet du conflit entre les deux pays entre 1947 et 1948. Ce conflit territorial continue d'affecter les relations entre les deux pays aujourd'hui.

En Asie du Sud, un accord avec les Britanniques est signé donnant naissance à la République de l'Union de Birmanie, État souverain et indépendant, hors du Commonwealth. Ceylan obtient un gouvernement autonome dans le cadre du Commonwealth, en décembre 1947. La Malaisie n'obtient l'indépendance qu'en août 1957, et Singapour en 1958. L'Indonésie obtient plus difficilement son indépendance après la guerre. Après la capitulation du Japon, Soekarno proclame l'indépendance le 17 août 1945. Les Pays-Bas refusent cette proclamation, et Soekarno est enfermé. La guérilla, soutenue par l'URSS s'organise, et conduit à faire accepter aux Pays-Bas l'indépendance de l'Indonésie en décembre 1949.

Dès 1927, le Parti nationaliste vietnamien propose l'élimination de la présence française en Indochine. En 1930, la création par Nguyễn Ái Quốc (futur Ho Chi Minh) du Parti communiste indochinois accélère le processus de contestation en y associant les masses rurales et ouvrières exploitées par les grands propriétaires industriels. Après la capitulation japonaise, un gouvernement provisoire du Vietminh, appuyé par les Américains, s'installe à Hanoï sous la présidence d'Hô Chi Minh. La République démocratique du Vietnam est proclamée à Hanoï le 2 septembre 1945, et un gouvernement provisoire, appuyé par les Américains, s'installe sous la présidence d'Hô Chi Minh. La France s'oppose à l'abandon de ses colonies et comme déclaré à la conférence de Brazzaville (janvier 1944) souhaite maintenir un « bloc français ». Faute d'un accord pérenne avec la France, la guerre d'Indochine commence avec les attaques françaises sur Haïphong le 23 novembre 1946 et la réplique vietnamienne le 19 décembre 1946.

Malgré la reconnaissance du Vietnam comme État indépendant par les accords de la baie d'Along le 5 juin 1948, les Français maintiennent un protectorat et choisissent comme interlocuteur l'ex-empereur d'Annam, Bao Dai, autour duquel se rassemblent les nationalistes modérés. À partir de 1950, le conflit s'internationalise et Hô Chi Minh reçoit le soutien de la Chine. Les soldats français finissent par capituler le 7 mai 1954, et les accords de Genève signés en juillet 1954 mettent fin au conflit. Le Vietnam est partagé en deux États : au nord, la République démocratique du Vietnam et au sud un gouvernement pro américain. Des élections générales sont prévues en 1956 pour aboutir à la réunification du pays.

1.3 Les mouvements d'indépendances en Afrique

En installant très tôt l'indirect rule dans leurs possessions africaines, les Britanniques posent les bases d'une décolonisation « en douceur ». Dans les régions de l'Afrique occi-

dentale (Nigeria, Gold Coast, Sierra Leone), l'indirect rule permet de confier l'exercice de l'autorité aux chefs locaux. Dans les colonies françaises d'Afrique noire, les courants revendicatifs sont moins nombreux, sauf dans certains pays comme au Sénégal, sous l'influence de Senghor.

En Afrique du Nord, le mouvement émancipateur est divisé en deux courants : celui des réformateurs religieux et celui des réformateurs laïcistes (comme Bourguiba en Tunisie). En Algérie, en 1931, l'association des Ulémas répand l'idée que les Algériens constituent une nation en propre, et rejettent la présence française. De façon plus modérée, le Parti du peuple algérien, de Messali Hadj, réclame une indépendance « avec le concours de la France ».

En Tunisie, le protocole du 20 mars 1956 donne à la Tunisie « l'indépendance librement consentie » et Bourguiba devient président de la République en juillet 1957. Le Maroc obtient également l'indépendance le 20 mars 1956. En Algérie, un Front de libération nationale (FLN) se constitue sous la direction de Messali Hadj. L'insurrection comme le 1er novembre 1954 (Toussaint rouge). Jusqu'en 1958, la France opte pour une politique d'intransigeance (arrestation de Ben Balla en octobre 1956, bataille d'Alger menée le général Massu en janvier 1957). Le Général de Gaulle reconnaît le droit des Algériens à l'autodétermination le 16 septembre 1959 et l'Algérie accède à l'indépendance selon les termes des accords d'Évian du 18 mars 1962.

Sous l'impulsion de Charles de Gaulle, la Constitution française de 1958 établit que les territoires de l'Afrique noire pourront opter soit pour le maintien du statu quo (comme la Côte française de Somalie et les Comores), soit devenir des États autonomes au sein de la Communauté française, soit faire sécession. Seule la Guinée d'Ahmed Sékou Touré se proclame indépendante lors du référendum de 1958. Les autres États deviennent autonomes au sein de la Communauté française.

En Afrique anglophone, le 6 mars 1957, le Ghana (ex Gold Coast) prend son indépendance et parvient à mettre en place une politique de promotion sociale, par l'éducation, à l'aide de ses élites locales. Le pays est un exemple en matière de prise d'indépendance réussie. La transition au Nigeria ou en Ouganda ne sera pas aussi simple au vu des tensions ethniques.

2 L'ère post-coloniale : entre difficultés économiques, non-alignement et idéologies propres

2.1 Des difficultés économique et politique des pays du tiers-monde

Les jeunes États indépendants se heurtent à des difficultés politiques liées au poids des structures traditionnelles. Par exemple, en Inde, le pays est tiraillé par le respect des particularismes (religieux et linguistiques) et assurer le maintien de l'unité nationale. En matière politique, ces pays, longtemps dominés, sont partagés entre l'idéologie capitaliste et l'idéologie socialiste. En Indonésie, Soekarno accentue le rapprochement avec la Chine. L'Inde fait figure d'exception : une élite indienne, formée « à l'occidentale », hérite d'une administration

efficace fondée sur des finances solides.

Dans les pays du « tiers-monde », il est difficile de remédier aux insuffisances financières. Les capitaux disponibles sont insuffisants pour permettre le démarrage économique, et les pays connaissent d'importantes inégalités. En Asie, la reconstruction économique passe le plus souvent par le démantèlement des grands domaines, la mise en valeur des terres nouvelles pour nourrir une population galopante, et le soutien aux industries traditionnelles, notamment le textile.

C'est en Afrique que les séquelles de la colonisation sont les plus présentes. Par exemple au Congo belge proclamé, le 1er juillet 1960, des troubles se produisent à Léopoldville, l'ancienne capitale administrative (aujourd'hui Kinshasa, capitale du Zaïre) tandis que la riche région minière du Katanga fait sécession. Il s'agit d'abord d'une question tribale : la Confédération des associations tribales du Katanga (CONAKAT) défend un particularisme ethnique. En réalité, c'est aussi un problème d'intérêt économique, les Belges voulant protéger les capitaux investis dans le pays pour l'exploitation minière. Moïse Tshombe, président du Katanga s'oppose à Patrice Lumumba, président du Congo. Ce dernier est assassiné le 17 janvier 1961 après avoir été livré aux Katangais par les soins du chef de l'armée, le général Mobutu (futur dirigeant du Zaïre). L'ONU doit intervenir au Katanga en 1962.

L'intervention des grandes puissances dans les affaires intérieures des pays du tiers-monde est une conséquence de l'ère coloniale. Les États-Unis interviennent au Congo entre 1960 et 1965 ; par ailleurs, ils soutiennent longtemps la République d'Afrique du Sud, « rempart » contre le communisme. De leur côté, les Soviétiques agissent militairement aux côtés des Cubains ou dans la guerre de libération de l'Angola en 1975. À cette date, en effet, l'Angola est le dernier territoire sous dépendance coloniale du Portugal. La France intervient trois fois en Afrique au cours des années 1970 : par deux fois au Tchad entre 1970 et 1975 pour soutenir le gouvernement les rebelles du Tibesti dirigés par Hissène Hbaré, et une fois au Zaïre en 1977 et 1978 (guerre du Shaba) pour repousser les troupes étrangères (Cubains, Angolais) qui menacent les villes minières.

2.2 Un tiers-monde qui s'affirme à l'international

À partir de la guerre froide, le terme de « tiers-monde » désigne un ensemble de pays qui se démarquent du bloc occidental et soviétique. On doit cette notion à Alfred Sauvy, en faisant référence au tiers-état : une majorité dans la population, minoritaire politiquement. Souhaitant passer de l'indépendance juridique au développement autonome, les États récemment décolonisés se rassemblent en groupe de solidarité dès la fin de la Seconde Guerre mondiale. Au printemps 1947, à l'instigation de l'Inde, une conférence des nations asiatiques rassemble à New Delhi plus de 150 délégués venus de 25 pays d'Asie pour traiter de la décolonisation et du sous-développement. En janvier 1949, une nouvelle conférence réunit les gouvernements d'Asie, d'Australie ainsi que ceux d'Égypte et d'Éthiopie. Un groupe de pays « afro-asiatique » se forme à l'ONU. Les thématiques principales de l'afro-asiatisme : l'anti-colonialisme et la recherche de la paix. La victoire de Mao Zedong en 1949 en Chine renforce cette solidarité, notamment avec l'Inde.

À la conférence des peuples afro-asiatique, qui se tient du 18 au 25 avril 1955, à Bandung en Indonésie, les pays du tiers-monde sont placés au premier plan de l'actualité. Vingt-neuf nations représentant plus de la moitié de l'humanité, mais seulement 8% de ses richesses, y sont représentées : Afghanistan, Arabie Saoudite, Birmanie, Cambodge, Ceylan, Chine populaire, Ghana, Egypte, Éthiopie, Inde, Indonésie, Irak, Iran, Japon, Jordanie, Laos, Liban, Liberia, Libye, Népal, Nord-Vietnam, Pakistan, Philippines, Soudan, Sud-Vietnam, Syrie, Thaïlande, Turquie, Yémen.

La conférence, présidée par Soekarno, affirme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, la souveraineté et l'égalité entre toutes les nations, le refus de toute pression de la part des grandes puissances et de toute ingérence dans les affaires intérieures des États. Elle réclame le règlement par voie pacifique de tous les différends, le désarmement, l'interdiction des armes atomiques. Le communiqué final de la conférence établit que les pays représentés se sont mis d'accord pour « déclarer que le colonialisme dans toutes ses manifestations est un mal auquel il doit être mis fin rapidement ». Si la conférence n'a pas eu de grands effets immédiatement, son retentissement lui a valu une forte reconnaissance.

2.3 Non alignement, divergences au sein du Tiers-Monde et idéologies continentales

La conférence de Bandung inaugure une nouvelle attitude collective des pays du tiers-monde : le non-alignement. Une ligne politique fondée sur la volonté d'opposer l'indépendance et la souveraineté nationale aux ingérences ou à la domination des plus grands, s'est développée en Yougoslavie après la rupture avec l'Union soviétique et dans les pays récemment affranchis du joug colonial. Désormais, des conférences quasi-régulières réunissent les pays non-alignés : à Belgrade en septembre 1961, au Caire en 1964, à La Havane en janvier 1966, à Alger en 1967, à Lusaka en septembre 1970, se tiennent successivement de grandes assemblées du tiers-monde, souvent présentées comme les états généraux des peuples non-alignés.

La première Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a lieu en 1964 réunissant soixante-quinze pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, et se tient tous les quatre ans. En 1974, un programme est proposé afin de définir un nouvel ordre économique international, mais ne parvient pas à s'imposer. D'une part, les pays du Nord y sont peu réceptifs. D'autre part, le non-alignement ne résiste pas aux tensions de la guerre froide. Dans un monde bipolaire, le destin des non-alignés apparaît de plus en plus complexe. Depuis la conférence de la Havane en 1979, le fossé n'a cessé de se creuser chez les non-alignés, entre les partisans d'un non-alignement stricto sensu (derrière Tito en Yougoslavie) et les tenants d'une politique plus proche de l'option soviétique (Fidel Castro à Cuba).

Les pays du tiers-monde font la promotion d'idéologies continentales. Dans les années 1950, Nasser fait la promotion du panarabisme. Néanmoins, le projet de fusion entre l'Égypte et la Syrie en 1958 prend fin en 1961. De plus, les États arabophones ont des positions différentes vis-à-vis des Deux Grands, qui se révèlent fortement au moment des guerres israélo-

arabes en 1967 et en 1973. On peut relever également le panaméricanisme, avec la création de l'Organisation des États Américains (OEA) en 1948 qui défend le principe de non-intervention, ou encore le panafricanisme et le panasiatisme.

